



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BZ SERVICES

Quai de Petit-Couronne
76650 Petit-Couronne

Références : UDRD.2024.10.R.33
Code AIOT : 0005805895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement BZ SERVICES implanté Quai de Petit-Couronne 76650 Petit-Couronne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le contexte du non renouvellement de l'autorisation de la fumigation au phosphore d'aluminium en contact direct avec les denrées alimentaires, la société BZ SERVICES a fait évoluer (en fin d'année 2023) le conditionnement du produit utilisé pour la fumigation chimique des denrées stockées au sein des cellules du silo de son établissement de Petit-Couronne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BZ SERVICES
- Quai de Petit-Couronne 76650 Petit-Couronne
- Code AIOT : 0005805895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Petit-Couronne de la société BZ SERVICES est principalement constitué d'un silo portuaire de stockage de céréales.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La version 2 (en date du 22 avril 2022) de la fiche de données de sécurité présentée par l'exploitant à l'occasion de l'inspection du 14 octobre 2024 n'est pas la dernière version applicable (version 3 du 8 mai 2023).

Il est à noter que l'inspection des installations classées a constaté la condamnation en position ouverte de la porte coupe-feu du local électrique (le ferme-porte était volontairement neutralisé) et de la porte de découplage entre la tour de manutention et la galerie d'accès au laboratoire. Ces portes ont vocation à rester fermées en permanence puisqu'elles jouent un rôle de sécurité. Une attention accrue est nécessaire de la part de l'exploitant pour la bonne application de ces dispositions de sécurité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Application des mesures de gestion des risques (incendie)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Application des mesures de gestion des risques (appareils mesure phosphine)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Application des mesures de gestion des risques (formation du fumigateur)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	6 mois
5	Application des mesures de gestion des risques (appareil de respiration)	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et 34.b)	Demande d'action corrective	2 mois
6	Bordereaux électroniques de suivi de déchets	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45.I	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Local abritant le tableau électrique général basse tension (TGBT1)	Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Découplage des effets d'une explosion primaire de poussières	Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 7.3.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des produits chimiques utilisés pour la fumigation	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
7	Registre des déchets dangereux	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé plusieurs non conformités à l'issue de l'inspection du 14 octobre 2024 :

. Porte coupe-feu du local abritant le tableau électrique dit TGBT1, et porte de découplage entre la tour de manutention et la galerie d'accès au laboratoire, bloquées de manière délibérée par l'exploitant en position ouverte. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la préfecture de la Seine-Maritime (délai de mise en conformité : fin décembre 2024) pour que l'exploitant mette en œuvre des dispositions techniques et / ou organisationnelles garantissant que ces portes ne puissent pas être maintenues délibérément en position ouverte.

. Absence de formation à la manipulation des extincteurs du technicien en charge de la fumigation au phosphore d'aluminium. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'une telle formation lui soit dispensée dans les 6 mois.

. L'exploitant doit justifier sous 1 mois :

*) du meilleur emplacement de l'extincteur à poudre n° 80 dédiée à la défense contre l'incendie du conteneur de désactivation des résidus de phosphore d'aluminium.

**) du second moyen de défense contre l'incendie (parmi ceux visés dans la fiche de données de sécurité du produit de fumigation) qui mérite de compléter la défense incendie existante (au moyen d'un extincteur à poudre) du conteneur dans lequel est réalisée la désactivation des résidus de phosphore d'aluminium.

- . Absence d'un appareil de respiration isolant de l'air ambiant en cas d'exposition intense ou durable à la phosphine. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'un tel appareil soit mis à la disposition du fumigateur sous 2 mois.
- . L'exploitant doit justifier sous 1 mois si la défense incendie des cellules de stockage dans lesquelles se fait la fumigation chimique au moyen de phosphore d'aluminium mérite d'être renforcée au moyen d'extincteurs dédiés et l'emplacement à privilégier pour mettre ces extincteurs à disposition des intervenants.
- . Inexactitude vis-à-vis du mode de conditionnement des déchets de résidus de phosphore d'aluminium mentionné sur les bordereaux de suivi de déchets dangereux. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que les futurs bordereaux de suivi de déchets dangereux se rapportant à ces déchets soient modifiés sous 1 mois pour indiquer que ces déchets sont conditionnés en seaux (et non en fûts).
- . Recours au code déchets 16 03 03* sur les bordereaux de suivi de déchet dangereux des résidus de phosphore d'aluminium alors que le fournisseur préconise le code déchets 06 13 01*. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier sous un mois le code déchets indiqué sur les bordereaux auprès de l'installation de traitement final des déchets, soit de dénoncer auprès du fournisseur du produit de fumigation le caractère inapproprié du code déchet 06 13 01* mentionné dans la rubrique 13 de la fiche de données de sécurité (FDS) en application de l'article 34.b) du règlement européen n° 1907/2006 dit REACH.
- . L'exploitant doit justifier sous 1 mois s'il est en mesure ou non d'enregistrer l'historique des concentrations mesurées en phosphine (et, le cas échéant, le pas de temps associé à cet enregistrement) au moyen du détecteur individuel portable *GasBadge Pro*.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des produits chimiques utilisés pour la fumigation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Dont produits biocides et phytosanitaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise ne pas utiliser (sous sa responsabilité directe) de produits biocides dans l'établissement pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> . le produit de fumigation des denrées entreposées dans les silos est le mélange dit PHOSTOXIN BAG BLANKET (contenant du phosphore d'aluminium) qui est un produit phytopharmaceutique. Un seul technicien est dédié aux opérations de fumigation au moyen de ce produit phytopharmaceutique ; . les prestations de dératisation et de fumigation des denrées depuis les cales des navires sont réalisées par des prestataires extérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application des mesures de gestion des risques (incendie)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, En lien avec la fumigation
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le contrôle des mesures de gestion des risques prévues au titre de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) du produit de fumigation (en application du règlement européen sur les produits phytopharmaceutiques) ne relevant pas de sa compétence, l'inspection des installations classées a contrôlé la mise en œuvre des mesures de gestion des risques suivantes préconisées par le fournisseur du produit de fumigation (contenant du phosphore d'aluminium) via la fiche de données de sécurité (FDS) : . Moyens de lutte contre un rejet de phosphine (en cas de décomposition non contrôlée du phosphore d'aluminium) : l'inspection a relevé la présence d'un extincteur à poudre de 9 kg (agent d'extinction préconisé dans la FDS du fournisseur) au pied du conteneur dans lequel se fait la désactivation par voie sèche des résidus de phosphore d'aluminium qui n'auraient pas réagi durant la fumigation des denrées dans les silos. La localisation de cet extincteur au plus près de la source potentielle du rejet accidentel de phosphine ne semble pas la plus judicieuse alors que l'inhalation de phosphine est potentiellement mortelle pour l'homme (demande de justificatif). Il semble également nécessaire que l'exploitant s'interroge sur l'opportunité de doubler cette mesure par un second moyen de lutte contre un incendie de phosphine parmi les autres moyens de lutte préconisés dans la FDS (réserve de sable sec, couverture anti-feu, etc.). L'inspection des installations classées n'a pas relevé la présence d'autres extincteurs à poudre ou d'extincteurs CO ₂ disponibles à proximité des galeries d'accès aux cellules de stockage où se déroulent les opérations de fumigation : seul un extincteur CO ₂ de 5 kg est référencé par l'exploitant comme présent à l'étage 7 du silo (l'accès aux galeries et aux silos était cependant interdit durant l'inspection, car une opération de fumigation était en cours). La suffisance des moyens de lutte contre un incendie de phosphine depuis les cellules de stockage des silos reste à démontrer (demande de justificatif), les autres extincteurs CO ₂ ou à poudre de l'établissement étant distants des cellules des silos (salle serveur, bureaux rez-de-chaussée, chargement camions & fosses trains, fosses camions des silos, sous-cellules des silos, portique, local TGBT3, tour du bord à quai, séchoir).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Application des mesures de gestion des risques (appareils mesure phosphine)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, En lien avec la fumigation
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection des installations classées a également contrôlé les mesures de gestion constituées des appareils de mesure électronique pour surveiller la concentration de phosphine sur le lieu de travail. Le technicien de fumigation dispose de 2 appareils de mesure des teneurs en phosphine dans l'air ambiant : un détecteur individuel portable <i>GasBadgePro</i> de la marque INDUSTRIAL SCIENTIFIC (mis en service en 2019) et un détecteur <i>FumiSense Pro</i> de la marque UNIPHOS (avec une plage d'analyses revendiquée de 0 à 20 ppm en phosphine). L'exploitant n'a pu accéder aux teneurs en phosphine mesurées par le détecteur individuel portable (et potentiellement conservées en historique), alors que la fiche technique du détecteur présenté durant la visite indiquait l'existence de cette fonction du détecteur (demande de justificatif). La consultation des certificats d'étalonnage annuel des 2 détecteurs n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées. Un test de mesure au moyen du détecteur <i>FumiSense Pro</i> de la teneur en phosphine au niveau de la grille d'aération (partie basse) du conteneur de désactivation par voie sèche des résidus de fumigation a été réalisé à l'occasion de l'inspection (la valeur mesurée était de 2,8 ppm soit 3 956 µg/m ³) alors que des résidus avaient été déposés le jour même dans le conteneur selon les dires de l'opérateur de fumigation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier, sous 1 mois, s'il est en mesure ou non d'enregistrer l'historique des concentrations mesurées en phosphine (et, le cas échéant, le pas de temps associé à cet enregistrement) au moyen du détecteur <i>GasBadgePro</i> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Application des mesures de gestion des risques (formation du fumigateur)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, En lien avec la fumigation
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection des installations classées a également contrôlé les mesures de gestion constituées des formations adaptées aux risques chimiques que présentent les opérations de fumigation au moyen de phosphore d'aluminium. Le fumigateur désigné par la société BZ SERVICES comme qualifié est en mesure de présenter les certificats d'aptitude suivants : . certificat <i>Certiphyto</i> (certificat professionnel individuel) attestant l'aptitude à utiliser des produits phytopharmaceutiques pour des usages professionnels. Le certificat présenté au nom de David H. est valable du 30 mars 2020 au 30 mars 2025. . certificat d'opérateur en fumigation des denrées et des locaux délivré par l'établissement public d'enseignement supérieur et de recherche agronomique (Bordeaux Sciences Agro). Le certificat présenté au nom de David H. est valable du 6 novembre 2019 au 4 novembre 2024. En revanche, concernant la formation à manipuler des extincteurs, aucune attestation n'a pu être présentée au nom de David H. (NON-CONFORMITÉ).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 6 mois, en présentant une attestation de formation à manipuler un extincteur vis-à-vis du fumigateur chimique. L'exploitant doit également veiller à renouveler, sans délai, la formation de fumigateur chimique de monsieur David H.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Application des mesures de gestion des risques (appareil de respiration)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et 34.b)
Thème(s) : Produits chimiques, En lien avec la fumigation
Prescription contrôlée : Article 37. 5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; Article 34.b) : Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement d'une substance ou d'un mélange communique les informations suivantes à l'acteur ou au distributeur situé immédiatement en amont dans la chaîne d'approvisionnement : [..] b) toute autre information qui pourrait mettre en doute le caractère approprié des mesures de gestion des risques identifiées dans une fiche de données de sécurité qui leur aurait été fournie; ces informations ne sont communiquées que pour des utilisations identifiées.
Constats : L'inspection des installations classées a également contrôlé les mesures de gestion constituées des appareils de protection respiratoire du fumigateur. . Appareil de respiration isolant de l'air ambiant en cas d'exposition intense ou durable à la phosphine. Le technicien de fumigation n'a pas été en mesure de justifier d'un appareil de ce type à sa disposition dans le cadre de ses missions de fumigation (NON CONFORMITÉ).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se mettre en conformité, sous 2 mois, soit en équipant le technicien de fumigation d'un appareil de respiration isolant de l'air ambiant, soit en dénonçant le caractère inapproprié de cette mesure de gestion des risques auprès de son fournisseur du produit de fumigation (en application de l'article 34.b) du règlement européen n° 1907/2006 dit REACH).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Bordereaux électroniques de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R.541-45.I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets de fumigation
Prescription contrôlée : <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.</p>

Constats :

L'inspection des installations classées a contrôlé les bordereaux de suivi de déchets du produit de fumigation en date des 26 mars et 24 septembre 2024. Selon les dires de l'exploitant, les résidus de fumigation contenus dans ces déchets sont d'abord désactivés par voie sèche dans un conteneur ventilé naturellement, puis transportés par une société de transport de matières dangereuses affrétée par l'exploitant (transport dans des seaux mis à disposition par l'éliminateur final), et enfin incinérés dans une installation dûment autorisée à traiter des déchets dangereux située à Limay (78). Les bordereaux étaient correctement signés de la part du producteur, du transporteur, et de la société de traitement final de ces déchets. Cette filière de traitement n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection des installations classées.

Pour autant, les bordereaux pourraient être mieux renseignés vis-à-vis des informations suivantes :

. Code déchets : les bordereaux indiquent un code déchet dangereux en 16 03 03* (déchets non décrits ailleurs dans la liste, d'origine minérale et contenant des substances dangereuses) alors que le fournisseur du produit de fumigation préconise, via la fiche de données de sécurité (FDS), un code déchet en 06 13 01* (déchets de produits phytosanitaires inorganiques provenant des procédés de la chimie minérale) (**demande de justificatif**).

. Les déchets sont mentionnés comme conditionnés en fûts alors qu'il sont conditionnés en seaux (**NON-CONFORMITÉ**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

. de modifier le mode de conditionnement des déchets indiqué sur les futurs bordereaux ;
. soit de vérifier le code déchets indiqué sur les bordereaux auprès de l'installation de traitement final des déchets, soit de dénoncer auprès du fournisseur du produit de fumigation le caractère inapproprié du code déchet 06 13 01* mentionné dans la rubrique13 de la FDS (en application de l'article 34.b) du règlement européen n° 1907/2006 dit REACH).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Registre des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets de fumigation
Prescription contrôlée : <p>I. Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R.541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1°) Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>[..]</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>III. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R.541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>

Constats :

L'exploitant utilise depuis 2023 le site gouvernemental *TrackDéchets* mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement en vue de générer les bordereaux électroniques de suivi de déchets dangereux (en qualité de producteur de ces déchets dangereux), y compris pour les déchets de résidus de fumigation. Cette dématérialisation des bordereaux permet à l'exploitant à la fois de verser les données de traçabilité des déchets dangereux au registre national de gestion des déchets, et d'être exonéré du registre de producteur de déchets dangereux à l'échelle de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Local abritant le tableau électrique général basse tension (TGBT1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe-feu et risque de propagation d'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans les locaux à risques, à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Constats :

En marge des points de contrôle relatifs à la fumigation, l'inspection des installations classées a constaté le 14 octobre 2024 que la porte coupe-feu du local TGBT1 au rez-de-chaussée de la tour de manutention était ouverte : son dispositif de ferme-porte automatique ("groom") avait été délibérément verrouillé en position ouverte (**NON-CONFORMITÉ**). Le représentant de l'exploitant a déverrouillé le ferme-porte, puis refermé la porte, évoquant une étude en cours pour améliorer la ventilation du local TGBT1 afin de réguler sa température.

Commentaire : l'inspection des installations classées rappelle qu'une température élevée avait été relevée dans l'enceinte du local TGBT1 lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2019. L'exploitant indiquait alors que des réglages du système de ventilation étaient encore nécessaires pour bien réguler la température du local. En complément, l'exploitant ajoutait, par courrier daté du 20 décembre 2019 : *"comme expliqué lors de votre venue, les travaux sur le système de ventilation du TGBT1 sont prévus dans les semaines à venir ; l'intervention a pris un peu de retard à cause de l'approvisionnement des pièces, ce sujet fait l'objet de relances régulières de SPIE. A ce jour, les températures obtenues dans les locaux ne présentent aucun risque."*

Le constat établi le 14 octobre 2024 caractérise une situation accidentogène, susceptible de favoriser la survenue d'une explosion, d'un départ de feu ou la propagation d'un incendie, et constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024.

En l'occurrence, le constat laisse entendre que la problématique de régulation de température dans l'enceinte du local TGBT1 n'a pas été traitée par l'exploitant, ou qu'elle ne l'a pas été correctement, en dépit des annonces formulées près de cinq ans auparavant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant cette non-conformité réglementaire majeure, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre la société BZ SERVICES en demeure de respecter, sous un délai de 1 mois, les prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024. Cette mise en demeure sera réputée respectée si la société BZ SERVICES communique à l'inspection des installations classées, **avant le 31 décembre 2024**, les éléments justificatifs garantissant la fermeture permanente de la porte coupe-feu du local TGBT1 (hors circulation des opérateurs dûment habilités), ainsi que l'attestation d'une société spécialisée mentionnant la mise en œuvre et le bon fonctionnement d'un dispositif de régulation de la température du local TGBT1, attestation assortie de relevés de température dans le local TGBT1, effectués porte fermée en présence d'huissier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Découplage des effets d'une explosion primaire de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2024, article 7.3.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fermeture des portes de découplage
Prescription contrôlée : <p>Les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.</p> <p>Les communications entre les volumes sont limitées.</p> <p>Le site doit disposer a minima de découplages entre les tours de manutention et les galeries sur-cellules et sous-cellules. L'exploitant s'assure de l'absence de courant d'air entre ces volumes, et procède le cas échéant aux travaux d'étanchéité nécessaires.</p> <p>Les valeurs de résistance des découplages sont a minima égales aux valeurs de pression réduites maximales pouvant être atteintes aux niveaux adjacents, soit 100 mbar au niveau du silo 1 ainsi qu'en partie basse de la tour de manutention du silo 2, et 130 mbar en partie de découplage haut de la tour de manutention du silo 2.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les parois et portes (devant être fermées en dehors du passage des personnes) de découplages soient suffisamment fixées pour ne pas être arrachées lors d'une explosion majorante.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer à intervalle régulier (et à chaque fois que nécessaire) de la pérennité de ces dispositifs de découplage.</p> <p>Les parois de découplage doivent être disposées (au plus près des installations de transfert - bandes transporteuses ...) de façon que l'ouverture laissée libre soit la plus petite possible afin d'interdire toute propagation d'une explosion primaire survenue dans un volume A, vers un volume B qui lui est adjacent.</p> <p>Les parois de découplage peuvent être munies de portes de communication pour le personnel (galerie / tour de manutention ...). Dans ce cas les portes doivent être dotées d'une fermeture automatique.</p> <p>Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.</p> <p>Les différents étages de la tour de manutention sont conçus pour qu'une explosion primaire au sein d'un étage ne puisse se propager vers un autre étage pour y créer une explosion secondaire.</p> <p>Les pendulaires sont dotés de découplages sur les circuits d'orientation des grains.</p>
Constats : <p>Le 14 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la porte de découplage séparant, d'une part, la tour de manutention, et d'autre part, la galerie d'accès au laboratoire et aux bureaux, était maintenue délibérément ouverte à l'aide d'une corde reliant la poignée de la porte et une balustrade voisine (NON CONFORMITÉ). Le représentant de l'exploitant a dénoué la corde pour permettre sa fermeture.</p> <p>Commentaire : la non-fermeture de la porte de découplage empêche la porte de remplir sa fonction de bouclier, et caractérise le non-respect des prescriptions de l'article 7.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024. Elle expose donc les personnels intervenant au niveau du laboratoire et des bureaux au risque d'une onde de surpression en cas d'explosion survenant dans la tour de manutention.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant cette non-conformité réglementaire majeure, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre la société BZ SERVICES en demeure de respecter, sous un délai de 1 mois, les prescriptions de l'article 7.3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024. Cette mise en demeure sera réputée respectée si la société BZ SERVICES communique à l'inspection des installations classées, **avant le 29 novembre 2024**, les éléments justificatifs prouvant qu'elle a procédé au rappel des consignes relatives à la fermeture des portes de découplage dans le silo, que tous les opérateurs intervenant dans le silo ont été dûment sensibilisés (feuille d'émargement des consignes) et que l'affichage imposant la fermeture des portes de découplage est correctement apposé et visible sur les portes.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 1 mois